

<https://ricochets.cc/La-privatisation-de-la-medecine-generale-demarre-dans-la-Drome-Pierrelatte-businesse-pour-industriels.html>



La privatisation de la médecine générale démarre dans la Drôme

- Les Articles -

Publication date: vendredi 6 mai 2022

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Dans la grande mare capitaliste, notre santé devient fatalement un grand marché (très juteux) parmi tous les autres, notre santé nous échappe alors toujours plus pour se noyer dans les flux de données numériques et d'argent si profitables pour les multinationales, les startups et la gestion étatique centralisée.

Exit les rapports humains, la maîtrise autonome des soins, l'autonomie, place aux IA, aux plateformes interconnectées, aux téléconsultations, aux rapports marchands, aux pass partout, à la surveillance H24, à la dépendance techno-numérique.

Exemple à Pierrelatte, puis d'autres exemples et analyses de ce phénomène en cours.

► Dans la Drôme, la médecine générale s'ouvre à un géant de la santé privé

Le groupe Ramsay Santé a ouvert, à Pierrelatte, son premier centre de santé en France et expérimente un nouveau mode de rémunération des médecins.

(...)

Outre Pierrelatte, ce modèle sera testé par Ramsay Santé dans quatre autres centres des régions Auvergne-Rhône-Alpes et Ile-de-France, tous situés dans des déserts médicaux. Il est censé apporter une solution à la pénurie de médecins, qui devrait se poursuivre jusqu'en 2030 et devient particulièrement alarmante dans certaines zones. S'il démontre son efficacité d'ici à cinq ans, il entrerait dans le droit commun français. Ramsay Santé veut prendre de l'avance : il pourrait ouvrir d'autres centres - une centaine au maximum - dans les années à venir et ambitionne de racheter ceux de la Croix-Rouge en Ile-de-France.

(...)

La télé-médecine fera aussi partie de l'équation

(...)

Les soins primaires « ont été laissés à l'abandon par les précédents gouvernements, et cela laisse le champ libre au privé, alors qu'il faudrait que ce soit l'Etat qui organise ce maillage territorial. Est-ce à des grands groupes de sauver les déserts médicaux ? »

(...)

« A force de rachats et de concentration, on arrivera au final à une santé privée avec une logique marchande, dominée par quelques grands groupes qui tiennent toutes les filières du soin. »

(...)

Mercredi 20 avril, le fonds d'investissement KKR a déposé une offre publique d'achat sur la maison mère Ramsay Health Care pour un montant de 13 milliards d'euros. Ce fonds américain est déjà le premier actionnaire d'Elsan, qui domine avec Ramsay Santé l'hospitalisation privée en France. Et qui s'intéresse désormais, comme son concurrent, à la médecine de ville

(...)

► Autres exemples en Drôme de cette numérisation et de cette privatisation à marche forcée :

- [Livron & Loriol et partout : médecins en téléconsultation avec dispositifs connectés, les start-up à fond sur le marché](#) - De l'électronique à distance à la place des médecins, du progrès ou de la dépendance déshumanisante ?
- [Vallée de la Drôme : fuite en avant dans la réalité virtuelle, les véhicules autonomes, l'IA, les télé-consultations...](#) - Ms Hervé Mariton, Laurent Wauquiez et Jean Serret communient dans les impasses techno-industrielles



Numérisation des données personnelles de santé

Ces exemples locaux sont à rapprocher du contexte général, des choix gouvernementaux et européens volontaristes, et des projets agressifs des grands groupes capitalistes :

► [Santé numérique : les inquiétants projets d'Emmanuel Macron et de l'UE](#) - L'Union européenne doit dévoiler ce 3 mai son projet de loi sur la santé numérique - une loi fortement poussée par les industriels et par le gouvernement français. Sous prétexte d'adaptation à la révolution numérique, ce projet va ouvrir encore un peu plus grand la porte de nos systèmes de santé au secteur privé. Avec pour enjeu le contrôle de l'énorme marché, aussi juteux qu'inquiétant, des données de santé.

(...)

En février 2022, faisant la tournée des candidats à l'élection présidentielle, 16 dirigeants de start-up de santé numérique mentionnaient qu'une « stratégie européenne de santé numérique solide ferait plaisir ». Leurs souhaits sont sur le point d'être exaucés. Trois mois plus tard, le 3 mai 2022, la Commission européenne doit dévoiler son projet de loi sur l'espace européen des données de santé. Une loi qui s'appliquera, une fois amendée puis approuvée par les Etats et le Parlement européen, à tous les pays membres. Le gouvernement français, qui occupe actuellement la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne, en avait fait une de ses priorités.

(...)

L'ouverture d'un immense marché des données de santé

un risque accru de soumission de ce secteur à la loi du marché, et **l'ouverture d'un immense marché des données de santé**, aussi juteux qu'inquiétant.

(...)

Mais la loi en cours de rédaction va en réalité bien plus loin que cela. **Elle ouvrira certainement la porte à la téléconsultation et la télésurveillance, soit une véritable mine d'or pour les start-ups de l'e-santé.**

(...)

Doctolib, la plus importante « licorne » française chérie des pouvoirs publics, développe déjà, en plus de ses services de prises de rendez-vous et de gestion de cabinets médicaux, une activité de téléconsultation. Ses déclarations d'activités de lobbying à la Haute autorité pour la transparence de la vie publique - « Promouvoir une régulation favorable à l'essor de la téléconsultation », « Promouvoir une politique de l'hébergement et de la protection des données favorable à l'activité de Doctolib », et ainsi de suite - affichent clairement la couleur.

De plus, grâce à des appareils connectés à leur smartphone, les patients pourront s'auto-diagnostiquer, en faisant des échographies par exemple. Et puisque votre dossier médical sera européen, il se pourra que votre docteur ou radiologue se trouve à l'autre bout de l'UE. Tout ceci n'est toutefois pas sans risques. Cela risque d'accentuer **une tendance à la libéralisation de la santé, similaire à celle qu'ont connue d'autres services publics**, sous prétexte d'offrir un « choix » plus libre et plus large aux patients.

(...)

une « ubérisation » de la médecine avec la multiplication des téléconsultations médicales en provenance d'assureurs privés ou de plateformes diverses

(...)

un transfert de la responsabilité des risques sanitaires vers les individus, alors que certains risques révèlent de la collectivité (stress au travail, etc.) ou de l'environnement (pollution de l'air, de l'eau, etc.)

(...)

Le programme présidentiel d'Emmanuel Macron prévoit d'ailleurs le développement de la téléconsultation. Ismaël Emelien, l'un des artisans de la victoire du président de la République en 2017, a lui-même créé Zoï, une start-up spécialisée dans la médecine préventive. Un de ses investisseurs est le financier de la campagne d'Emmanuel

Macron, Christian Dagnat. Elle bénéficie également du soutien du patron de Free et soutien du président, Xavier Niel. La start-up envisage que son service soit pris en charge par une mutuelle ou la Sécurité sociale - **un défi bien moins difficile à relever lorsque l'on a des amis haut placés...**

(...)

Le marché de la santé numérique est aussi et surtout un marché de données. C'est pourquoi le second axe de la loi européenne en cours d'élaboration intéresse au plus haut point les politiques et les géants du numérique.

(...)

En France, l'application GendNotes a suscité la polémique parce qu'elle devait donner accès, entre autres informations, à des données de santé individuelles aux forces de gendarmerie. Au Royaume Uni, les données de santé hébergées par Amazon ont parfois été utilisées par les services d'immigration.

(...)

Il semble pourtant que les institutions européennes n'aient pas attendu la France pour collaborer très activement avec le secteur privé. Digital Europe, le lobby numérique européen ayant pour membres Google, Facebook ainsi que Numeum, affirme avoir travaillé « de façon très rapprochée » avec les services de la Commissaire à la santé et à la sécurité alimentaire sur l'e-santé.

(...)

Mais les informations médicales des particuliers peuvent s'avérer précieuses également pour les assureurs de santé privés, car elles leur permettent d'ajuster les tarifs de manière plus précise. Axa par exemple a été le premier en France à lancer une expérimentation en proposant d'équiper gratuitement 1000 de ses clients de bracelets Withings (qui mesurent le taux d'oxygène dans le sang, le rythme cardiaque ainsi que le nombre de pas) en échange de l'exploitation des données recueillies.

(...)

Une autre crainte sur l'espace européen de données de santé est qu'il pourrait **ouvrir grand la porte d'une privatisation de la santé.** En France, déjà, dans le plan de relance français, suite à la crise du Covid, des fonds étaient alloués à des entreprises numériques pour une meilleure « inter-opérabilité » entre le secteur de la santé public et le privé. De plus, le groupe Roche pilote aujourd'hui en France un projet d'expérimentation sur les nouveaux modes de financement des systèmes de santé initié par la loi de finance de la Sécurité Sociale de 2018.

(...)

Plus généralement, la responsabilisation individuelle du patient, adossé aux technologies de l'e-santé risque de **détruire le principe de la sécurité sociale à la française, en individualisant les risques** et en faisant porter le poids de la réduction des coûts sur le malade, ou sur le contractant de polices d'assurance, tout au long de sa vie.

(...)

avec l'aide de Mc Kinsey et de son étude « E-santé, augmentons-la dose ! »

Les données suivent une logique statistique qui participe à la marginalisation de la relation entre le patient et le médecin, de la compétence d'un médecin à établir un diagnostic et du ressenti du patient quant à son propre état de santé. **Le patient n'a plus grand-chose à décrire, le médecin, plus grand-chose à prescrire, dans une médecine algorithmiquement assistée** où les seules données de santé auraient une prétention à l'exhaustivité.

(...)

La mise en place en France de l'e-santé ne fait guère l'objet d'un débat public et elle s'est faite de façon dépolitisée, avec l'aide de Mc Kinsey et de son étude « E-santé, augmentons-la dose ! »

Imposer une directive européenne sous pression des industriels, en toute discrétion et sans débat démocratique adéquat, ne fait que confirmer le peu d'intérêt de nos dirigeants pour les Français, les Européens et leurs préoccupations légitimes.

(...)

- A ce sujet, un rappel utile : [Refusons en masse l'« Espace numérique de santé » programmé par l'Etat](#) - Pour éviter que nos données personnelles de santé servent au business de start up



La privatisation de la médecine générale démarre dans la Drôme Notre santé devient un business juteux comme un autre pour perpétuer le capitalisme et les profits des industriels, avec la bénédiction des Etats, France en tête

La « santé » un nouveau secteur très juteux pour l'indispensable valorisation de l'argent et du Capital

Le capitalisme et les Etats sont liés l'un à l'autre et ont souvent des intérêts communs, par exemple pour la surveillance, la réduction des coûts, le contrôle des foules, la quête de la puissance... Ils se partagent les rôles, surtout et d'abord pour leurs intérêts et leur perpétuation, et non pas pour nos intérêts.

Rappelons nous comment le macronisme a par exemple fourni à la startup Doctolib la gestion des rdv vaccinaux.

Le système capitaliste et les Etats livrent sans scrupules nos données personnelles de santé à l'appétit vorace du privé

Ainsi, le système capitaliste et les Etats livrent sans scrupules nos données personnelles de santé à l'appétit vorace et insatiable [des start-ups et multinationales de l'e-santé](#).

Il suffit de [faire miroiter des tas d'avantages](#) pour faire accepter tout ça aux populations, qui de toute façon ne sont pas consultées et n'ont pas le choix. « Le futur est déjà là, construit dans leur coin par les systèmes dominants, soit vous suivez soit vous crevez sur le bord du chemin ».

Les lois fondamentales de fonctionnement du capitalisme imposent de rechercher sans cesse de nouveaux marchés, de nouveaux secteurs à « valoriser », de nouveaux moyens pour faire plus d'argent avec l'argent. Notre santé est l'un de ses moyens en or, la santé devient ainsi un business comme les autres, un moyen supplémentaire de valorisation maximale des profits possibles.

Les capitalistes lorgnent en bavant sur les énormes sommes brassées par la sécurité sociale et les services publics, ils veulent à tout prix les détourner vers leurs coffres.

Les capitalistes lorgnent sur les énormes sommes brassées par la sécurité sociale

Ainsi, plus que jamais, le techno-capitalisme profite des deux bouts du « soin ». Il s'engraisse sur les marchés de la vente de produits chimiques nocifs, de modes de vie, de dispositifs techniques et d'activités dangereux pour la santé. Puis il s'engraisse sur les marchés des médicaments chimiques, des dispositifs techniques qui « soignent » ou « atténuent » les problèmes créés préalablement.

C'est beau la civilisation industrielle non ?

Vous en voulez encore ? Vous voulez encore des innovations techno-scientifiques, du progrès technologique disruptif pour « verdir » et « décarboner » l'économie capitaliste, davantage de « richesses » matérielles à faire ruisseler du bas vers le haut ou inversement ?

Oui, alors continuez à adorer les Etats, le capitalisme, le système industriel et la société de masse.

Et ne vous plaignez pas ensuite des énormes conséquences néfastes qui vont fatalement avec, dont par exemple le léger tout petit problème passager de dérèglement climatique planétaire (qui sera bientôt réglé bien sûr grâce à une innovation techno-industrielle pondue par Elon Musk).

PS:

Compléments sur la santé et la numérisation générale

- ▶ [Hôpitaux, écologie... : le gouvernement préfère la bonne santé du Capital à la santé des français](#) - La civilisation industrielle se fiche totalement de la santé des humains et de la nature en général
- ▶ Des dispositifs visent à faciliter la collecte et l'exploitation des données personnelles de santé : [Un futur règlement pour créer « l'espace européen des données de santé \(EHDS\) »](#)
- ▶ A rapprocher du projet imposer de pass numérique permanent pour l'ensemble de la vie quotidienne : [Carta Academica : pourquoi un portefeuille numérique européen à marche forcée ?](#) - Les institutions de l'Union européenne restent très actives sur le front du portefeuille d'identité numérique ou eIDAS Wallet, un dispositif aux conséquences majeures sur nos futurs modes de vie.